

a

**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Quatre-vingtième session**

Rome, 17-18 décembre 2003

**RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE**

**EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DU PAYS</b>	<b>iv</b>
<b>RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA</b>	<b>v</b>
<b>RÉSUMÉ</b>	<b>vii</b>
<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL – SITUATION DE LA PAUVRETÉ RURALE</b>	<b>1</b>
A. Contexte économique du pays	1
B. Secteur agricole	3
C. Pauvreté rurale	4
D. Réduction de la pauvreté rurale: perspectives et obstacles	6
E. Stratégie nationale visant à l'éradication de la pauvreté rurale	7
<b>III. LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA EN ARMÉNIE</b>	<b>8</b>
<b>IV. CADRE STRATÉGIQUE POUR LE FIDA</b>	<b>10</b>
A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés pour le pays	10
B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre de projets	12
C. Possibilités d'élargissement et de partenariat avec les ONG et le secteur privé	13
D. Perspectives de corrélations stratégiques avec d'autres donateurs bilatéraux et multilatéraux	14
E. Domaines se prêtant au dialogue stratégique	14
F. Mesures visant l'amélioration de la gestion du portefeuille	15
G. Cadre indicatif de financement et programme de travail glissant	15

**APPENDICES**

<b>I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>2</b>
<b>III. STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)</b>	<b>4</b>
<b>IV. IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME (CORRÉLATION ENTRE LES AXES INSTITUTIONNELS ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)</b>	<b>7</b>
<b>V. ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT – EN COURS D'EXÉCUTION ET PRÉVUES)</b>	<b>8</b>

**TAUX DE CHANGE**

Unité monétaire	=	Dram arménien (AMD)
1,00 USD	=	586 AMD
100 AMD	=	0,17 USD

**POIDS ET MESURES**

Système métrique

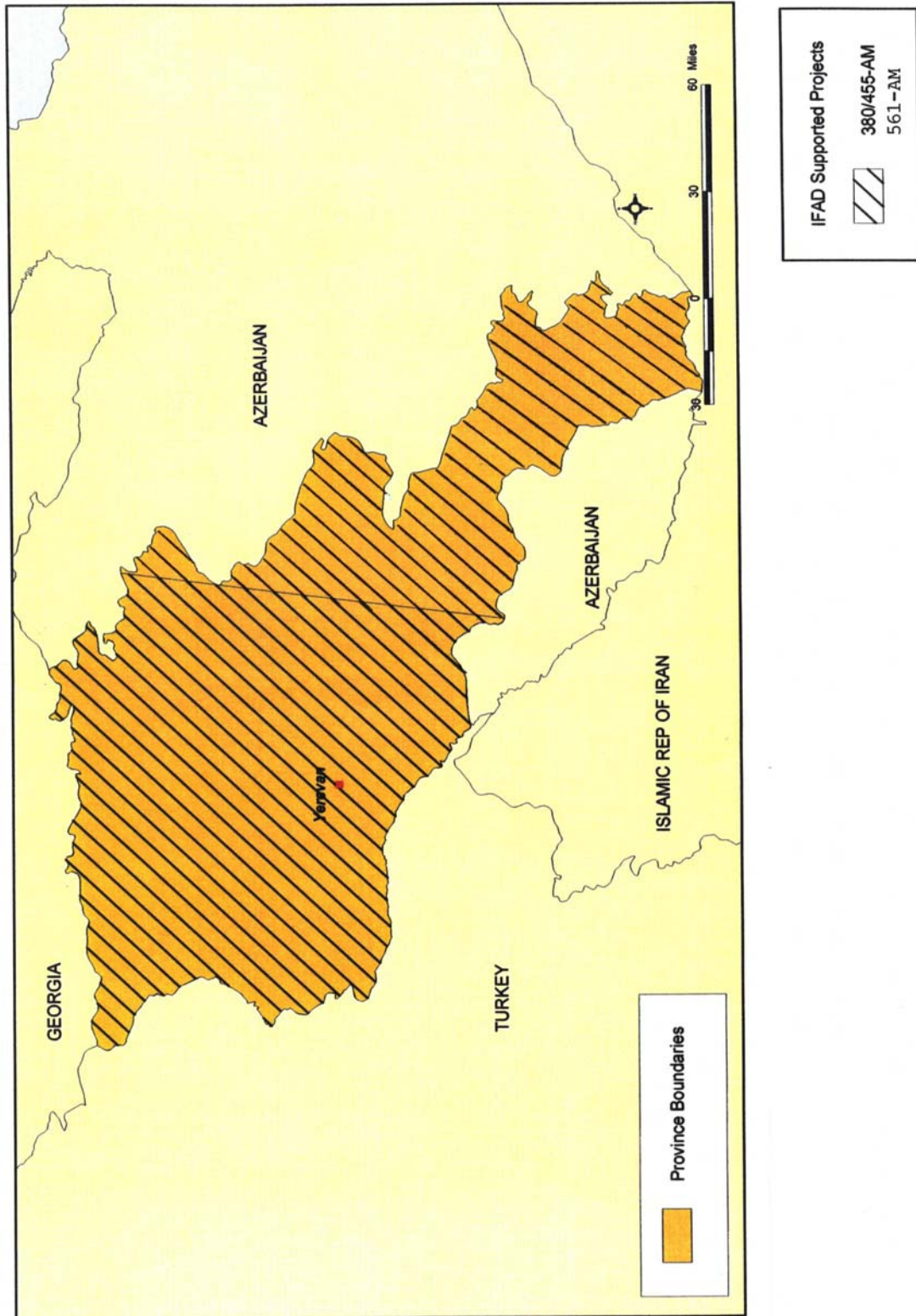
**SIGLES ET ACRONYMES**

BCAA	Banque coopérative d'Arménie
AVIFP	Approche verticale intégrée des filières produits
CAWUO	Centre d'assistance des coopératives d'irrigants
CI	Coopératives d'irrigants
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
DAT	Don d'assistance technique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ETP	Évaluation terminale de projet
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCI	Fédération de coopératives d'irrigants
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRI	Projet de restauration des installations d'irrigation
PSA	Projet de services agricoles
PSANO	Projet de services agricoles du Nord-Ouest
UCP	Unité de coordination du projet
UE	Union européenne
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USDA	Ministère de l'agriculture des États-Unis

**GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE**

**Année budgétaire**

1<sup>er</sup> janvier – 31 décembre



**Source: FIDA**

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA

<b>NOM DU PROJET: +SERVICES AGRICOLES</b>	
<b>INSTITUTION INITIATRICE:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)
<b>CONDITIONS DU PRÊT:</b>	Particulièrement favorables
<b>APPROBATION PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION:</b>	26 avril 2001
<b>ENTRÉE EN VIGUEUR DU PRÊT:</b>	26 septembre 2001
<b>DATE DE CLÔTURE:</b>	31 mars 2006
<b>CODE DU PRÊT:</b>	561-AM
<b>MONNAIE:</b>	Droits de tirage spéciaux (DTS)
<b>MONTANT DU PRÊT APPROUVÉ:</b>	12,35 millions de DTS
<b>DÉCAISSEMENT (EN % DU MONTANT APPROUVÉ):</b>	6 839 962,29 DTS (55,38%)

<b>NOM DU PROJET: PROJET DE SERVICES AGRICOLES DANS LE NORD-OUEST</b>	
<b>INSTITUTION INITIATRICE:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	FIDA
<b>CONDITIONS DU PRÊT:</b>	Particulièrement favorables
<b>APPROBATION PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION:</b>	4 décembre 1997
<b>ENTRÉE EN VIGUEUR DU PRÊT:</b>	14 avril 1998
<b>DATE DE CLÔTURE:</b>	31 décembre 2002
<b>CODE DU PRÊT:</b>	455-AM
<b>MONNAIE:</b>	DTS
<b>MONTANT DU PRÊT APPROUVÉ:</b>	9,55 millions de DTS
<b>DÉCAISSEMENT (EN % DU MONTANT APPROUVÉ):</b>	9 548 832,82 DTS (100 %)

<b>NOM DU PROJET: PROJET DE RESTAURATION DES INSTALLATIONS D'IRRIGATION</b>	
<b>INSTITUTION INITIATRICE:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Association internationale de développement
<b>CONDITIONS DU PRÊT:</b>	Particulièrement favorables
<b>APPROBATION PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION:</b>	12 avril 1995
<b>ENTRÉE EN VIGUEUR DU PRÊT:</b>	6 octobre 1995
<b>DATE DE CLÔTURE:</b>	30 juin 2000
<b>CODE DU PRÊT:</b>	380-AM
<b>MONNAIE:</b>	DTS
<b>MONTANT DU PRÊT APPROUVÉ:</b>	5,4 millions de DTS
<b>DÉCAISSEMENT (EN % DU MONTANT APPROUVÉ):</b>	5 400 000,00 DTS (100%)



## RÉSUMÉ

1. L'Arménie était, jusqu'à 1998, considérée comme la république la plus riche de l'ex-Union soviétique. Cependant, l'octroi, par le Fonds de trois prêts à des conditions particulièrement favorables, illustre clairement la gravité de l'effondrement économique du pays. Après le tremblement de terre de 1988, la dissolution de l'Union soviétique en 1989-1991, la guerre avec l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabach, le blocus turco-azerbaïdjanais et l'effondrement économique et politique de la Géorgie voisine, l'économie de l'Arménie a subi une contraction en termes réels de 42% en 1992, accusant un recul supplémentaire de 8,8% en 1993. Grâce à un programme très complet de stabilisation économique et de réforme structurelle, l'inflation est tombée de 5 273% en 1994 à 18,5% en 1996, et elle se maintient actuellement à un niveau moyen de 3,1%. Entre 1994 et 1998, la croissance moyenne du produit national brut (PNB) a été de 6% par an, malgré la crise financière russe, survenue à la fin de cette période. Le taux de croissance a même atteint 7,7% entre 1998 et 2002, soit le taux de croissance réelle du PNB le plus rapide de tous les pays de la Communauté des États indépendants. Cependant, une comparaison de l'évolution des pourcentages des niveaux sectoriels de production en 1990-2000 indique que la production industrielle a accusé, en 2000, un recul de 69,2% par rapport à 1990, alors que la construction et les services déclinaient respectivement de 32,3% et 12,1%; seule l'agriculture indiquait une augmentation modeste, de 13,7%. Au même moment, les avantages de la croissance étaient répartis de façon inégale, et même si la progression moyenne annuelle du PNB réel se maintient à 7,7%, il faudra encore 10 à 12 ans pour que le pays retrouve son niveau économique et son niveau de vie antérieurs à la transition. Ces phénomènes reflètent l'extraordinaire sévérité du traumatisme infligé au peuple arménien et le degré de pauvreté qu'il continue de subir, en dépit de l'impressionnant redressement accompli à ce jour.

2. Au cours des quatre ou cinq dernières années qui ont suivi l'écroulement de l'économie arménienne, le secteur agricole a constitué un important facteur de survie au plan de la sécurité alimentaire et, en partie tout au moins, de maintien de l'emploi pour les personnes qui avaient perdu leurs moyens de subsistance dans d'autres secteurs. Rappelons que les ressources foncières agricoles de l'Arménie avaient été privatisées en 1991-1992, avec le transfert de 70% des terres au secteur privé, et que l'on dénombre aujourd'hui plus de 335 000 exploitations agricoles familiales, qui comptent pour près de 98% de la production agricole totale du pays. La dimension moyenne d'une exploitation agricole est de 1,37 ha; elle se compose en général de trois parcelles, dont une irriguée et deux non irriguées. L'irrigation est essentielle à la production et à la productivité. Près de 60% des agriculteurs ont accès à l'irrigation et, en moyenne, celle-ci porte sur 0,7 ha par exploitation. Selon les estimations, 88% des exploitations sont d'une superficie inférieure à 2 ha, pour 77% de l'ensemble des terres se prêtant à l'agriculture. Les 12% restants des exploitations dépassent 2 ha.

3. Le secteur rural de l'Arménie se caractérise par les contraintes habituelles en matière de production et de rentabilité d'une agriculture paupérisée, pratiquée par de petits exploitants voués à la subsistance, et dont la situation est aggravée par les séquelles d'une transition abrupte à partir de l'économie dirigiste. En premier lieu, un nombre très important "d'exploitants" n'ont que des connaissances et des qualifications limitées, puisqu'ils ont fait leur entrée dans le secteur agricole au moment de la privatisation des terres, pour tenter de survivre après l'effondrement d'autres secteurs de l'économie. Cette situation se traduit par de mauvaises pratiques d'entretien et de gestion des cultures et des animaux, notamment des taux d'ensemencement excessifs, un usage insuffisant des engrais et des mesures de protection des plantes, une alimentation animale inadéquate, et des pratiques laissant à désirer en matière de soins de santé et d'hygiène. En deuxième lieu, l'exiguïté des parcelles et la priorité accordée aux cultures vivrières d'autoconsommation pèsent sur les rendements, aggravent la dégradation des sols et des pâturages, et favorisent des modes de production mal adaptés et donc peu viables relativement aux conditions agroécologiques locales. En troisième lieu, il est fréquent que la technologie et l'infrastructure, par exemple les machines agricoles et les systèmes d'irrigation hérités de la période préalable à la transition, soient inappropriées en termes d'échelle, de coûts et de services. En quatrième lieu, même après 12 années d'adaptation, on constate la persistance de carences

gravement dommageables en matière d'informations, d'instruments et d'institutions nécessaires au fonctionnement efficace d'une économie rurale orientée vers le marché; il en va ainsi, en particulier, de l'approvisionnement en intrants, des services techniques et mécaniques, de la commercialisation, des finances rurales et des activités agroalimentaires. Une telle situation ne manque pas d'entraver l'accès aux améliorations financièrement abordables de production et de productivité, tout en empêchant une rationalisation par le biais de la diversification. En cinquième lieu, le gouvernement s'est généralement montré indécis et inconséquent en ce qui a trait au maintien et au développement de contextes cohérents, propices à un appui au plan des politiques, de la réglementation et de la coordination. La situation qui prévaut a pour conséquence la détérioration des ressources génétiques, les difficultés de lutte contre les maladies endémiques, l'inexistence ou l'utilisation inadéquate de variétés améliorées et de semences certifiées, l'absence de recherche appliquée appropriée, un contrôle insuffisant de la qualité au niveau de l'exploitation et des niveaux de transformation; enfin, les exploitants agricoles ne sont guère encouragés à se comporter en entrepreneurs dynamiques.

4. La pauvreté est très largement répartie géographiquement, profondément enracinée et aiguë dans ses manifestations. On observe d'importantes inégalités à travers le pays, où la plupart des personnes défavorisées vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Près de 50% des ménages ruraux doivent subsister avec moins de 75% du panier minimum de consommation du ménage. À l'échelle régionale, la pauvreté rurale est également fonction de l'altitude, car la rudesse des conditions sur les hauteurs constitue une entrave sévère à la productivité agricole. Cependant, la pauvreté rurale ne tient pas aux facteurs humains mais aux revenus; en effet, la quasi-totalité de la population est alphabétisée, la mortalité infantile est faible et l'espérance de vie est élevée.

5. Dans ce contexte, la stratégie de développement du FIDA, mise en oeuvre par le biais du financement du projet de restauration des installations d'irrigation (PRI), du projet de services agricoles du Nord-Ouest (PSANO) et du projet de services agricoles (PSA), respectivement exécutés en 1995, 1997 et 2001, a comporté les volets suivants: i) réduction sur large assise de la pauvreté par le biais de la croissance agricole; ii) priorité aux régions rurales les plus pauvres du pays; iii) renforcement des institutions par une action parallèle d'implication des associations de base dans la mise en oeuvre et la gestion, et par leur responsabilisation accrue; et iv) des mesures ciblées de réduction de la pauvreté pour les catégories défavorisées n'ayant pas bénéficié de la croissance agricole. Cette stratégie s'appuyait sur l'hypothèse qu'en fournissant des éléments essentiels aux activités productives du secteur agricole, on remédierait de façon relativement rapide à la pauvreté aiguë régnant dans les campagnes du pays. Il semble qu'une telle démarche ait été plus que justifiée, étant donné les observations extrêmement positives de l'évaluation terminale du PSANO en 2001, et de l'Examen externe des résultats et de l'impact des opérations du FIDA en 2002. En outre, les orientations et les réalisations du portefeuille, à ce jour, sont conformes au cadre stratégique du FIDA et à sa stratégie sous-régionale pour l'Europe centrale et orientale et les Nouveaux États indépendants, en ce qui a trait aux aspects suivants:

- renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations – coopératives d'irrigants (CI), coopératives villageoises de crédit et associations de maintien de l'infrastructure sociale;
- assurer un accès plus équitable aux ressources naturelles et aux technologies productives, notamment l'eau d'irrigation;
- améliorer l'accès des catégories pauvres aux services financiers et, dans une certaine mesure, aux marchés (même s'il reste beaucoup à faire dans ce domaine).

6. S'agissant de l'avenir, la situation agroécologique de l'Arménie est telle que le rôle de l'agriculture en tant que moteur de l'économie doit nécessairement être modeste. Au cours des dernières années, d'autres secteurs, en particulier les services, la construction et l'industrie, ont amorcé un redressement, et l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que la main-d'oeuvre quitte l'agriculture et les zones rurales revenir à ces secteurs. Dans l'intervalle, du fait de la situation qui prévaut dans le

pays, toute stratégie de développement doit viser principalement à recueillir les bénéfices d'une allocation efficiente des ressources découlant du passage à une économie de marché, sans mettre en danger les fonctions de "filet de sécurité" de tels avantages pour une population qui reste, pour l'essentiel, extrêmement pauvre. Cette perspective s'appuie sur: i) les travaux d'une mission de préparation d'un exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP), qui s'est rendue en Arménie du 14 avril au 4 mai 2003; ii) un atelier consultatif de COSOP qui s'est tenu à proximité de la capitale, Yerevan, les 25 et 26 avril 2003 et auquel ont participé 51 représentants du gouvernement, du secteur privé, des organisations non gouvernementales nationales, des organismes bénéficiaires et des donateurs internationaux, suivi d'un atelier de validation en septembre 2003; iii) le document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), approuvé par le gouvernement et qui fixe les quatre priorités suivantes: a) croissance économique privilégiant les catégories pauvres; b) réforme de l'administration publique, parallèlement à la lutte contre la corruption; c) la réforme du secteur social; d) mise en valeur des ressources humaines; et iv) application des objectifs de l'actuel projet de stratégie en vue d'un développement agricole durable, à savoir: obtenir une croissance réelle du revenu des agriculteurs par une amélioration de la productivité du secteur; offrir des perspectives de croissance réelle du revenu d'activités para-agricoles des ruraux pauvres; enfin, améliorer la sécurité alimentaire de la population urbaine de l'Arménie, en particulier de ses couches les plus pauvres.

7. Compte tenu de l'approche axée sur le marché actuellement adoptée par de nombreux agriculteurs, parallèlement à la relance d'autres secteurs de l'économie, nous proposons de réorienter les priorités des efforts accomplis par le FIDA en Arménie, pour passer de la priorité actuelle, axée vers la sécurité alimentaire, vers une production agricole **et** une sécurité alimentaire orientées vers le marché.

8. Aux termes de son mandat, les investissements du Fonds en Arménie continueront de cibler les familles rurales très pauvres et orientées vers la subsistance, localisées pour la plupart dans les régions montagneuses. Cependant, de tels investissements seront également tournés vers les familles agricoles pauvres qui réussissent à dégager un certain excédent de production vivrière une fois satisfaite leur autoconsommation, générant de ce fait un revenu supplémentaire provenant des ventes. Un soutien sera apporté aux petits et moyens prestataires de services en milieu rural tels que les marchands, les transformateurs et les fournisseurs d'intrants. L'intérêt que présentent les marchands et les transformateurs ne tient pas tant à leur pauvreté, qu'à leur aptitude à fournir, en amont comme en aval, des liens avec les cultivateurs de subsistance comme avec les exploitants à vocation commerciale, améliorant ainsi leurs perspectives d'emploi et de gains. S'agissant des familles contraintes de maintenir un mode de production voué à la subsistance, l'on poursuivra l'application combinée, dans le cadre du PSA, d'infrastructures productives et sociales parallèlement à des prêts modestes tournés vers la production agricole. Quant aux petits exploitants agricoles tournés vers le marché, notamment ceux qui pourraient s'intégrer à ce segment, de même que pour les fournisseurs ruraux de services, l'on appliquera une approche intégrée verticale intégrée des filières produits (AVIFP). Le principe de base de l'AVIFP consiste à opérer une analyse approfondie de produits agricoles spécifiques, à passer en revue l'ensemble de la chaîne allant du marché au producteur, et de s'efforcer ensuite de renforcer les maillons les plus faibles de cette chaîne. Selon le produit agricole concerné, la chaîne pourra présenter des faiblesses au niveau des organisations d'agriculteurs, des modes de financement et de la disponibilité de technologies appropriées au niveau du **producteur primaire**; au niveau de la **transformation**, les interventions pourront porter sur le financement, la technologie et les aptitudes à la planification de l'entreprise; enfin, les régimes fiscaux inappropriés, les règlements à l'exportation et le contrôle de la qualité au niveau du **commerce de gros**. L'application de l'AVIFP est à présent possible en Arménie, grâce à l'amélioration de la capacité de mise en œuvre.

9. Les perspectives de mise en œuvre de projets appellent, quant à elles, un certain nombre de considérations. En premier lieu, il est nécessaire de consolider, tout en tirant parti, les investissements déjà effectués par le FIDA en Arménie, plus particulièrement dans le domaine du soutien institutionnel visant à renforcer la gestion participative de l'irrigation et les services financiers

ruraux. En dépit des progrès marqués accomplis jusqu'ici, il demeure nécessaire de maintenir un soutien suffisant pour renforcer le concept de gestion participative de l'irrigation afin de permettre aux CI d'acquiescer une viabilité technique et financière dans l'ensemble du pays. Quant aux services financiers ruraux, il convient d'en étendre la portée tout en diversifiant les fournisseurs de services et les produits offerts. En deuxième lieu, étant donné qu'il n'est pas possible d'obtenir, sans s'appuyer sur un cadre institutionnel adéquat, un développement efficace et efficient du secteur privé tourné notamment vers la réduction de la pauvreté, il faudra soutenir le Ministère de l'agriculture lors des phases finales et de suivi de la mise en oeuvre de la stratégie agricole nationale. Troisièmement, les interventions visant une région particulière d'intervention du FIDA continueront de donner la priorité aux catégories les plus défavorisées, notamment la partie montagneuse du pays où la pauvreté rurale sévit avec persistance. Quatrièmement et enfin, il conviendra de remédier, dans toute opération future appuyée par le Fonds, à la capacité limitée dont disposent les projets actuels en matière d'identification et de traitement des problèmes liés à la parité homme-femme.

10. Nous proposons que la prochaine intervention du FIDA en Arménie offre une réponse empreinte de souplesse à l'évolution rapide du secteur agricole. Comme nous l'avons observé, les investissements du FIDA seront concentrés, dans un premier temps, sur le renforcement du soutien à la gestion participative de l'irrigation et aux services financiers ruraux. Grâce à l'application parallèle de la démarche VICSA, il sera possible d'obtenir d'autres points d'accès pour les investissements futurs, tels que le développement de la vulgarisation et des réseaux de commercialisation. Cependant, l'Arménie ne dispose ni des ressources humaines, ni des ressources financières permettant de venir en aide au secteur public dans ces domaines; au demeurant, il n'est guère certain que cela soit souhaitable à long terme. La promotion des produits horticoles, par exemple, représentera un créneau particulier pour une intervention future, et de telles initiatives sont de nature à renforcer les revenus sans mettre en danger la sécurité alimentaire – problème qui persiste en Arménie. L'on tiendra également compte de la nécessité d'un appui au développement d'un choix d'infrastructures dans les localités les plus pauvres, y compris les routes de desserte pour l'interconnexion marchés. Si, dans le cadre du concept VICSA, la création d'associations de cultivateurs devait apparaître comme un goulot d'étranglement potentiel, un soutien pourrait être apporté à l'accélération du processus, étant donné que ces associations jouent un rôle clé dans l'élimination des entraves aux économies d'échelle pour le secteur des petits exploitants.

11. Nous proposons de formuler un projet associant la prestation de services agricoles et l'interconnexion des marchés, avec l'appui d'un prêt de 12 à 15 millions de USD, en vue de sa soumission au Conseil d'administration en décembre 2004 ou en avril 2005. Une fois le projet approuvé par le Conseil, aucune nouvelle initiative n'est prévue pour la période couverte par le COSOP actuellement en vigueur (2003-2008).

12. Les interventions financées par le FIDA en Arménie ont aujourd'hui un créneau bien défini et leurs résultats sont reconnus. Les limites imposées à l'enveloppe de ressources pour l'avenir fournissent une base solide pour des entretiens avec les autorités gouvernementales sur la poursuite des politiques et du renforcement institutionnel en faveur des catégories pauvres. À ce jour, les résultats obtenus dans la mise en oeuvre des projets reflètent à la fois l'engagement vigoureux du gouvernement dans la lutte contre la pauvreté et le taux relativement élevé de prêts accordés par le FIDA par habitant. Les principales observations et recommandations contenues dans le présent COSOP ont été discutées avec les autorités gouvernementales et les autres parties intéressées, qui les ont entérinées.

## RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

### EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

#### I. INTRODUCTION

1. La République d'Arménie a adhéré au FIDA en qualité de membre de la catégorie III en janvier 1993, et trois projets de financement ont ensuite été identifiés par une mission générale d'identification. Entre 1995 et 2001, le FIDA a cofinancé le projet de restauration des installations d'irrigation (PRI), contribuant au réaménagement des canaux tertiaires et à la gestion de l'irrigation par la création de coopératives d'irrigants (CI). Le deuxième projet, à savoir le projet de services agricoles du Nord-Ouest (PSANO), lancé en 1998, a atteint 97% des décaissements prévus dès juin 2001, c'est-à-dire 18 mois avant le terme programmé. Le PSANO a permis d'étendre les réalisations du PRI à trois *marzes* (provinces) pour ce qui est du développement de l'irrigation et de la gestion de l'eau sur les petites exploitations défavorisées, tout en appuyant la fourniture de variétés améliorées de semences, le service de soins vétérinaires et de financement rural, parallèlement à la remise en état de l'infrastructure sociale dans les communautés les plus pauvres. Quant au troisième projet, le projet de services agricoles (PSA), il a démarré en 2001 et, bien que ses activités aient été presque exclusivement concentrées sur les régions montagneuses pauvres de l'Arménie, ce projet reprend, à l'échelle nationale, la démarche PSANO ainsi que son contenu et ses réalisations.

2. La formulation de l'Exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP) que nous soumettons ici s'appuie en grande partie sur les résultats d'un atelier COSOP qui s'est tenu à proximité de Yerevan, capitale de l'Arménie, les 25 et 26 avril 2003. Un peu plus d'une cinquantaine de personnes, représentant les autorités gouvernementales, les organisations non gouvernementales nationales (ONG), le secteur privé, les organisations de bénéficiaires et les donateurs internationaux ont participé à cet atelier. Sur la base des enseignements tirés des opérations précédentes et en cours financées par le FIDA en Arménie, les participants ont émis des suggestions en vue d'un soutien futur de la part du Fonds. Des représentants du même groupe de parties intéressées ont participé à un atelier de validation à Yerevan en septembre 2003; à cette occasion, les principales observations et conclusions du COSOP ont été entérinées.

#### II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL – SITUATION DE LA PAUVRETÉ RURALE

##### A. Contexte économique du pays

3. L'Arménie est un pays enclavé, de petite dimension et disposant d'un maigre patrimoine de ressources naturelles. Sa population est d'environ 3,8 millions d'habitants et son territoire, d'une superficie de 29 800 km<sup>2</sup>, est bordé par l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Iran et la Turquie. Suite au tremblement de terre de 1988, à l'éclatement de l'Union soviétique en 1989-1991, à la guerre avec l'Azerbaïdjan à propos de l'enclave arménienne du Haut-Karabach, au blocus turco-azerbaïdjanais et à l'effondrement économique et politique de la Géorgie voisine, l'économie de l'Arménie a subi une contraction de 42% en termes réels en 1992, puis reculé à nouveau de 8,8% en 1993. Selon les estimations, le produit national brut par habitant a chuté d'environ 75% au cours des quatre premières années d'indépendance.

4. À la fin de 1994, le gouvernement a lancé un ambitieux programme de stabilisation macroéconomique et de réforme structurelle, qui a permis d'éliminer l'hyperinflation – de 5 273% en 1994 à 18,5% en 1996; le taux d'inflation est à présent stabilisé en moyenne à 3,1% – et d'obtenir une croissance annuelle moyenne du produit national brut (PNB) de 6% entre 1994 et 1998, malgré la crise financière qui a sévi en Russie à la fin de cette période. Alors que le taux de croissance est passé

à 7,7% entre 1998 et 2002, la composition sectorielle du PNB a subi une évolution marquée depuis 1990. En effet, alors qu'en 1990 les parts respectives des secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de la construction et des services étaient de 12,6%, 44,5%, 18,0% et 24,9%, en 1993, la part occupée par l'agriculture est passée à 46,3%, pour décliner ensuite et atteindre la proportion estimative actuelle de 30%<sup>1</sup>. Parallèlement, le secteur de la construction tombait en chute libre à 4,1% en 1993, alors que les services atteignaient leur étiage avec 17,4% en 1994 et l'industrie son point le plus bas en 1998, avec 19,9%; aujourd'hui, ces secteurs se situent, selon les estimations, à 12%, 35% et 23% respectivement. Il convient peut-être de placer ces évolutions en perspective au moyen d'une comparaison des pourcentages évolutifs des niveaux de production sectorielle entre 1990 et 2000. Ainsi, relativement à 1990, la production industrielle de 2000 s'établissait à -69,2%, la construction à -32,3% et les services à -12,1%; seule l'agriculture avait à son actif une augmentation modeste de 13,7%<sup>2</sup>. Parallèlement, les fruits de la croissance du PNB ont été distribués de façon très inégale (voir ci-dessous), ce qui a contribué à la persistance de la pauvreté. En outre, en dépit du maintien à 7,7% du taux de croissance annuel moyen du PNB, il faudra entre 10 et 12 ans pour retrouver le niveau économique et le niveau de vie précédant la période de transition. Cette observation donne une idée de l'extraordinaire violence du choc infligé à la population arménienne et du degré de pauvreté qu'elle continue de subir, en dépit du redressement impressionnant accompli à ce jour.

5. S'agissant du secteur des services financiers, l'effondrement de plusieurs banques en 1994 a précipité un processus de réforme et de regroupement, puisque leur nombre est tombé de 58 à 31 à la fin de 2000. Le coefficient de capitalisation du secteur, qui représente 17% du PNB, demeure faible, et les taux d'intérêt élevés, de même que l'accès limité au crédit, entravent la capacité d'intermédiation financière des banques. Quant au secteur financier non bancaire, il reste sous-développé, bien qu'un certain nombre d'activités aient été entreprises au cours des deux dernières années, notamment par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

6. L'Arménie, sous l'effet du maintien du blocus imposé par l'Azerbaïdjan et la Turquie et des problèmes financiers et économiques de la Russie, a été contrainte de réorienter son régime commercial libéral. Alors que la Russie reste son principal partenaire commercial bilatéral, avec 20% des importations et 18% des exportations, la part des exportations arméniennes dirigées vers la Communauté des États indépendants a chuté de 73% en 1994 à 24% en 2000. Les pays de l'Union européenne (UE), quant à eux, représentent aujourd'hui 36% des exportations et 34% des importations, contre 16% et 9% respectivement en 1994. Les principaux produits d'exportation sont les pierres précieuses, les métaux et la bijouterie, tandis que les importations consistent principalement en denrées alimentaires, tabac, boissons et combustibles minéraux. Soulignons que l'importation de produits alimentaires couvre plus de 55% de la consommation totale en Arménie. En 2002, le revenu des exportations, qui s'établissait à 507 millions de USD, représentait plus du double de celui enregistré annuellement entre 1995 et 2000; quant au déficit commercial, il a été réduit à 483 millions de USD, et le déficit actuel des comptes courants est tombé à 9,2% du PNB. La diaspora arménienne représente une source importante de devises étrangères, estimée entre 170 et 200 millions de USD pour 2002-2003. Les envois de fonds depuis l'étranger sont essentiels à la subsistance de bien des familles, mais l'on est fondé à croire que les investissements étrangers directs, en provenance des mêmes sources mais aussi d'autres sources, y contribueront de façon beaucoup plus importante une fois que l'on aura encore amélioré et appliqué le cadre réglementaire de développement du secteur privé.

<sup>1</sup> Economist Intelligence Unit: Armenia Country Profile 2002 and Country Report, février 2003.

<sup>2</sup> Information tirée de "Growth, Inequality and Poverty in Armenia", Keith Griffin et al., Yerevan, août 2002.

## B. Secteur agricole<sup>3</sup>

7. Ces dernières années, la part du PNB occupée par les secteurs agricole et agroalimentaire se situait autour de 30%, avec plus des trois quarts revenant à l'agriculture. L'emploi généré par le secteur agricole est passé de 18% de la main-d'oeuvre active en 1990 à 43% en 1999; toutefois, ce phénomène reflète la contraction des autres secteurs plutôt qu'une vigueur inhérente à l'agriculture. Près de 60% de la superficie du pays se prêtent aux activités agricoles, soit un total de 1 391 000 ha, ventilé comme suit: 494 300 ha de terres arables (35,5%), 63 800 ha de cultures pérennes (4,6%), 138 900 ha de prairies (10,0%) et 694 000 ha de pâturages (49,9%). L'agriculture dépend en grande partie de l'irrigation, et la moitié des terres arables et des cultures pérennes bénéficient aujourd'hui de l'irrigation.

8. Le pays est gravement touché par la dégradation de l'environnement, notamment par suite du manque de drainage, de la salinité élevée de nombreuses vallées et de la détérioration des pâturages dans les régions de hautes montagnes, avec, comme corollaire, une intensification de l'érosion des sols dans les contreforts et les montagnes. Les petits cultivateurs (voir plus loin) n'ont eu d'autre choix que d'adopter des méthodes de culture ignorant en grande partie la nécessité de mesures de conservation des sols. En outre, un grand nombre d'arbres, y compris des arbres fruitiers, ont été abattus au cours des premières années qui ont suivi l'indépendance afin de répondre aux besoins de combustible ligneux.

9. Les ressources agricoles foncières de l'Arménie ont été privatisées en 1991-1992, avec le transfert de 70% des terres à la propriété privée. Cependant, 25% de chacune des catégories de terre appartenant à une collectivité ont été conservés sous forme de "réserves domaniales" en prévision de la croissance future et des besoins de nouvelles familles sans terre. Les pâturages ont également été exclus de la privatisation et transférés aux communautés locales. De ce fait, alors que la totalité de la production primaire était, auparavant, contrôlée par environ 400 fermes d'État, on dénombre aujourd'hui plus de 335 000 exploitations familiales qui totalisent environ 98% de la production agricole globale. La taille moyenne d'une exploitation est de 1,37 ha; elle se compose habituellement de trois parcelles, dont une irriguée et deux non irriguées. Près de 60% des agriculteurs ont accès à l'irrigation, pour une surface moyenne irriguée de 0,7 ha par exploitation. Selon les estimations, 88% des exploitations ont une surface inférieure à 2 ha, et elles couvrent 77% de la surface se prêtant à l'agriculture. Les 12% restants sont composés d'exploitations d'une superficie supérieure à 2 ha.

10. Depuis la privatisation, la contribution respective du bétail et des cultures en tant que sous-secteur du PNB agricole a considérablement évolué. Ainsi, à la fin des années 80, le sous-secteur du bétail représentait 55% du total, contre 45% pour les cultures; or, dès le début de la deuxième moitié des années 90, le sous-secteur du bétail était tombé à environ 40%, alors que celui des cultures représentait 55 à 60%. Par ailleurs, les cultures vivrières de base destinées à l'autoconsommation, comme les céréales et la pomme de terre, se sont beaucoup développées au détriment des cultures fourragères, des arbres fruitiers, de la vigne et des cultures industrielles. Près de 20% des exploitations pratiquent exclusivement l'agriculture, et 2% seulement d'entre elles se spécialisent dans le bétail. Les rendements de production sont faibles, tant pour les cultures que pour l'élevage, en raison de l'utilisation très limitée d'intrants agricoles – au demeurant de mauvaise qualité – et des pratiques inadéquates des opérateurs.

---

<sup>3</sup> Information tirée de 'A Strategy for Sustainable Agricultural Development', Yerevan, novembre 2002.

11. Compte tenu du niveau actuel d'insécurité alimentaire dans le pays, l'importance accordée au blé pour la consommation des familles est compréhensible; toutefois, cela ne représente qu'un gain marginal, dans la mesure où les céréales d'importation sont nettement moins coûteuses. Les rendements des principales cultures sont estimés à seulement 50 à 60% des rendements potentiels. Ainsi, relativement à 1990, la superficie ensemencée en céréales a augmenté de 30%, tandis que la récolte brute, elle, n'a progressé que de 11%. En revanche, la pomme de terre représente une culture vivrière et commerciale d'importance vitale, avec un bon potentiel d'exportation. De ce fait, les emblavures de pommes de terre ont augmenté au cours de la dernière décennie, passant de 22 400 ha en 1990 à une moyenne de 32 700 ha entre 1995 et 2000, dont 10 à 15% sous forme de primeurs. Il en va de même pour la culture fruitière, très porteuse et qui, auparavant, représentait l'élément le plus rentable du sous-secteur des cultures. Au cours de la crise alimentaire et énergétique aiguë qui a sévi au début des années 90, la surface des vergers est tombée de 50 158 ha à 21 604 ha, soit un recul de 56.9%<sup>4</sup>. L'éventail d'altitudes offert par le pays, ainsi que les conditions liées aux sols et au climat, se prêtent à la production d'abricots, de pêches, de prunes, de cerises, de pommes, de poires, de coings, de noix, d'arachides, de figues et de grenades. Près de 70% des vergers du pays se situent entre 400 et 1 000 m au-dessus du niveau de la mer, de 4 à 5% entre 1 500 et 2 000 m, et 2,5% au-dessus de 2 000 m. La production fruitière est répartie entre 482 implantations pour toutes les *marzes* des neuf zones agricoles du pays. Enfin, la culture potagère est très largement répandue, avec une surface de 18 000 à 22 000 ha cultivés au cours des années 80, qui sont passés à 27 000 ha à la fin des années 90. Le rendement général des cultures potagères semble tout à fait satisfaisant.

12. La quasi-totalité du cheptel est de propriété privée. On dénombre environ 186 000 fermes et ménages possédant du bétail, dont: 38 500 élèvent des porcs, 83 500 des moutons et 119 000 possèdent au moins dix têtes de volailles. De nombreuses exploitations élèvent plusieurs espèces différentes, et plus de 84% d'entre elles ont au moins deux types d'animaux. La privatisation des terres, des biens et du cheptel a entraîné une fragmentation des troupeaux, qui sont aujourd'hui généralement de petite taille, puisque le nombre moyen de têtes de bétail par élevage est de 2,32 têtes, dont 1,3 vache. La production de bétail laitier est le volet le plus important du secteur de l'élevage, et plus des deux tiers de la viande et du lait commercialisés proviennent d'exploitations possédant entre une et trois vaches. Le cheptel caprin a triplé depuis la privatisation des exploitations agricoles et, dans certaines régions, les vaches laitières seront probablement remplacées par des chèvres, notamment sur les petites exploitations. L'élevage porcin ne présente pas d'avantages comparatifs, compte tenu de la nécessité d'importer l'alimentation porcine afin d'améliorer les résultats. Dans l'ensemble, le potentiel productif des différentes espèces présentes est sous-utilisé dans une proportion allant de 30 à 50% par suite de l'alimentation animale inadéquate<sup>5</sup>, de mauvaises pratiques de gestion agricole et de mauvaises conditions sanitaires.

### C. Pauvreté rurale<sup>6</sup>

13. La majeure partie des informations dont on dispose sur le phénomène de la pauvreté pour l'ensemble de l'Arménie et ses zones rurales en particulier proviennent d'une série d'études d'envergure nationale portant sur le revenu et les dépenses de ménages représentatifs, effectuées par le

<sup>4</sup> Les arbres fruitiers ont été abattus pour obtenir du combustible ligneux, mais aussi pour libérer la surface nécessaire aux cultures vivrières de subsistance.

<sup>5</sup> Au cours des années 90, les sources d'approvisionnement de l'alimentation animale ont subi une réduction spectaculaire. Ainsi, les importations de céréales fourragères et d'autres aliments pour animaux ont été interrompues et la production d'aliments concentrés a beaucoup reculé. L'ensilage, la betterave et les autres légumes ne sont pratiquement pas utilisés pour l'alimentation animale, et la majorité des agriculteurs nourrissent exclusivement leur bétail bovin et ovin avec de la paille et du foin durant l'hiver.

<sup>6</sup> Tiré de Griffin, op. cit.



gouvernement avec l'aide de la Banque mondiale en 1996, 1997-1998 et 2001<sup>7</sup>. Les résultats de ces enquêtes/études indiquent que la pauvreté est un phénomène très largement ramifié géographiquement dans le pays, très profondément enraciné et aux manifestations aiguës. Selon les estimations préliminaires découlant de l'enquête de 2001, l'incidence de la pauvreté est de 51,3% dans les localités moyennes et dans les villes, et de 50,1% dans les régions rurales, et l'incidence de la pauvreté extrême y est respectivement de 18,2% et de 11,2%. Les inégalités sont extrêmement marquées à l'intérieur du pays, et la plupart des pauvres vivent très en deçà du seuil de pauvreté. Environ 50% des ménages pauvres disposent pour subsister de moins de 75% du panier de consommation minimum.

14. La pauvreté en région rurale est soumise à des facteurs tels que: l'altitude, du fait des conditions difficiles qui y entravent gravement la productivité agricole; l'exiguïté des exploitations, où la main-d'oeuvre familiale est sous-employée sur des parcelles relativement réduites; le manque d'irrigation, qui ampute la rentabilité de toutes les cultures; les familles nombreuses; enfin, les coefficients élevés de dépendance. Les *marzes* les plus pauvres sont celles de Shirak, Lori et Kotayk<sup>8</sup>.

15. Les disparités entre les régions rurales et urbaines sont attribuables à la structure des revenus des ménages. Les ménages ruraux sont relativement moins représentés dans la catégories des "extrêmement" pauvres, du fait qu'ils peuvent, pour la plupart, satisfaire leurs besoins en consommation alimentaire grâce à leur propre production. Le fait qu'il existe une parité de représentation avec les ménages urbains dans la catégorie des "pauvres" témoigne de l'acuité de pénurie d'argent liquide auquel les ménages ruraux sont assujettis pour l'obtention de leurs articles de consommation essentiels, et cela malgré l'augmentation de la production. Ce phénomène illustre, à son tour, les problèmes structurels qui les contraignent à s'orienter vers la subsistance et entravent leur accès à une économie de marché efficace.

---

<sup>7</sup> Afin d'évaluer le niveau de pauvreté relativement au revenu, trois mesures standardisées de la pauvreté ont été effectuées sur la base des données recueillies lors de l'enquête sur les ménages. L'incidence de la pauvreté se mesure en établissant la proportion des pauvres au sein de la population totale, c'est-à-dire par recensement individuel. La profondeur du phénomène de pauvreté se mesure au moyen de l'écart de pauvreté, ou montant moyen de revenus qui sépare encore les pauvres du seuil de la pauvreté. La gravité de la pauvreté est mesurée au moyen de l'indice de Foster-Greer-Thorbecke Index, qui contribue à donner une idée de l'inégalité entre les pauvres en fournissant simplement une pondération accrue aux ménages qui se trouvent très en deçà du seuil de pauvreté. Pour chacune des années soumises à enquête, les seuils de pauvreté ont été basés sur les modes de consommation réels des ménages arméniens. Les modes de consommation alimentaire de ces ménages ont été utilisés pour déterminer le coût d'un régime alimentaire comportant 2 100 calories, c'est-à-dire le panier de consommation minimum du ménage. La valeur de ce panier minimum de denrées alimentaires est utilisée pour déterminer le seuil de pauvreté extrême. Les ménages dont la consommation n'atteint pas la valeur du panier minimum sont considérés comme extrêmement pauvres. Afin de déterminer la valeur du seuil de pauvreté complète, une marge a été ajoutée au panier minimum de denrées alimentaires pour l'obtention d'articles non alimentaires essentiels. Cette marge varie au cours des années soumises à enquête, étant donné qu'elle était basée sur les modes de consommation réelle. Cependant, elle représentait en moyenne près de 30% du montant total du seuil de pauvreté. Ainsi, les ménages dont la consommation n'atteignait pas ce seuil de pauvreté étaient considérés comme pauvres. Les seuils de pauvreté fixés pour 1996 étaient de 6 612 AMD (15,2 USD) et 10 527 AMD (24,2 USD) mensuels de dépenses par habitant, pour la pauvreté extrême et pour la pauvreté respectivement. Exprimés en prix de 1998-1999, ces seuils de pauvreté équivalraient à 7 194 AMD et 11 735 AMD respectivement. *Social Snapshot and Poverty in the Republic of Armenia*. The National Statistical Service, Yerevan 2001.

<sup>8</sup> Les chiffres ont été interprétés avec prudence, étant donné que l'urbanisation est également un corrélat important de la pauvreté, car elle reflète l'effondrement catastrophique des secteurs industriel, manufacturier et tertiaire.

16. La situation est encore soulignée par la rareté des créneaux qui s'offrent pour le travail rémunéré ou indépendant. Les taux de chômage sont extrêmement élevés<sup>9</sup>, et 60% seulement de la population adulte appartiennent à la population économiquement active. Quant à la main-d'oeuvre rurale, elle dépend majoritairement de l'économie agricole. Or, étant donné qu'un très grand nombre de travailleurs ont été absorbés par ce secteur, la productivité – par opposition à la production – a reculé de façon marquée. En outre, dans les régions rurales, les possibilités d'activités para-agricoles indépendantes sont très limitées, en particulier pour les pauvres. En Arménie, le travail indépendant ne représente que 5% du revenu total des ménages et il a été pratiquement monopolisé par les ménages urbains aisés. Les quintiles les plus pauvres ne tirent que 2% de leur revenu de leurs activités d'entreprise. C'est pourquoi, les paysans sans terre sont particulièrement vulnérables.

17. La pauvreté rurale en Arménie n'est pas une question de ressources humaines mais de revenus. En effet, la majeure partie de la population est alphabétisée, la mortalité infantile est faible et l'espérance de vie est élevée.<sup>10</sup> Cependant, la pauvreté présente également une dimension liée à la parité homme-femme. La période de transition a eu une incidence négative sur la situation économique des femmes et sur leur statut politique. Dans l'ensemble, le nombre des femmes titulaires d'un emploi a augmenté pour atteindre 52,4% de la population active, tandis que leur salaire mensuel moyen ne représente qu'environ 75% de celui des hommes.<sup>11</sup> Depuis la création des *marzes* en 1996, aucune femme n'a été nommée à un poste de gouverneur, gouverneur adjoint ou président d'une municipalité. Enfin, on trouve seulement 2% de femmes à la présidence des 859 conseils de village du pays<sup>12</sup>.

18. En conclusion, les causes principales de la pauvreté résident dans l'effondrement du revenu réel et dans l'augmentation marquée des inégalités, qui se sont conjugués pour peser sur la consommation au cours des premières années de transition. La persistance de la pauvreté, malgré la croissance enregistrée ces dernières années, est attribuable au maintien de faibles revenus assortis d'inégalités marquées, aux lignes de force de la croissance et au contrecoup de la crise financière en Russie. La production arménienne ne représente encore que 65% de son niveau de 1990. Le coefficient de Gini donne actuellement une estimation de 0,60% concernant la répartition du revenu. Par ailleurs, la production actuelle résulte principalement d'activités informelles à faible productivité dans les secteurs de l'agriculture, du commerce et des services urbains, lesquels ne dégagent pas suffisamment de gains pour tirer les ménages de la pauvreté. Malgré la croissance de la production agricole, le revenu des producteurs est resté déprimé du fait de la stagnation des prix à l'exploitation.

#### **D. Réduction de la pauvreté rurale: perspectives et obstacles**

19. En Arménie, le secteur rural se caractérise par les contraintes classiques entravant la production et la rentabilité d'une agriculture paupérisée, pratiquée par de petits exploitants orientés vers la subsistance, et dont la situation est aggravée par l'héritage d'une transition abrupte à partir de l'économie dirigiste. En premier lieu, un nombre très important "d'exploitants agricoles" n'ont que des connaissances et des qualifications limitées, puisqu'ils ont fait leur entrée dans le secteur au moment de la privatisation des terres, pour tenter de survivre après l'effondrement d'autres secteurs de

---

<sup>9</sup> Selon l'enquête sur les ménages de 1998-1999, le chômage se situerait à 25%, alors que, selon les estimations de l'Organisation internationale du travail, il atteindrait 34%. Cité dans le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) "Rapport sur le développement humain national: dix ans d'indépendance et de transition", Yerevan, 2001.

<sup>10</sup> PNUD, op.cit.

<sup>11</sup> Le salaire mensuel moyen en Arménie est actuellement de 46 USD par mois.

<sup>12</sup> L'indice de participation des femmes établi par le PNUD donne, pour 2002, le pourcentage des femmes appartenant aux catégories suivantes: sièges au Parlement, 31; administratrices et gestionnaires, 34,5; catégories professionnelles et techniques, 64,9. Les chiffres comparables pour 1997 sont: 63, 29,4 et 68,5 respectivement. Programme des Nations Unies pour le développement, rapport sur le développement national humain, 2002.

l'économie. Cette situation se traduit par de mauvaises pratiques d'entretien et de gestion des cultures et des animaux, notamment des taux d'ensemencement excessifs, un usage insuffisant des engrais et des mesures de protection des plantes, une alimentation animale inadéquate et des pratiques laissant à désirer en matière de soins de santé et au plan sanitaire. En deuxième lieu, l'exiguïté des exploitations et la priorité accordée aux cultures vivrières d'autoconsommation contribuent à la médiocrité des rendements, à la dégradation des sols et des pâturages, et à l'adoption de pratiques culturales mal adaptées aux conditions agroécologiques locales et, partant, peu viables. En troisième lieu, il est fréquent que la technologie et l'infrastructure, par exemple les machines agricoles et les systèmes d'irrigation hérités de la période préalable à la transition, soient inappropriées en termes d'échelle, de coûts et de services. En quatrième lieu, même après 12 années d'adaptation, on continue d'observer une absence gravement dommageable d'informations, d'instruments et d'institutions nécessaires au fonctionnement efficace d'une économie rurale orientée vers le marché, en particulier sous l'angle de l'approvisionnement des intrants, des services techniques et mécaniques, de la commercialisation, des finances rurales et des activités agroalimentaires. Une telle situation ne manque pas d'entraver l'accès aux améliorations financièrement abordables en matière de production et de productivité, tout en empêchant une rationalisation par le biais de la diversification. En cinquième lieu, le gouvernement s'est généralement montré velléitaire et inconséquent en ce qui a trait au maintien et au développement de cadres cohérents, se prêtant à un appui au plan des politiques, de la réglementation et de la coordination. La situation qui prévaut a pour conséquences: la détérioration des ressources génétiques, les difficultés de lutte contre les maladies endémiques, l'inexistence ou l'utilisation inadéquate de variétés améliorées et de semences certifiées; l'absence de recherche appliquée appropriée; un mauvais contrôle de la qualité au niveau de l'exploitation et des niveaux de transformation. Enfin, les exploitants agricoles ne sont guère encouragés à se comporter en entrepreneurs dynamiques.

#### **E. Stratégie nationale visant à l'éradication de la pauvreté rurale<sup>13</sup>**

20. Les deux principaux documents de politique nationale en matière d'éradication de la pauvreté rurale sont le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) et le Projet de stratégie pour un développement agricole durable, avec, pour ministères chefs de file respectifs dans leur établissement, le Ministère des finances et le Ministère de l'agriculture. Des experts locaux ont été engagés pour la rédaction du DSRP, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a contribué à l'établissement du document de stratégie agricole dans le cadre d'un programme de coopération technique. Le DSRP a été entériné par le gouvernement en août 2003. Quant à la stratégie agricole, elle est en cours de reformulation avec l'aide de l'Union européenne.

21. Le DSRP identifie les priorités suivantes: croissance économique favorable aux catégories défavorisées; réforme de l'administration publique et mesures anticorruption; réforme du secteur social; mise en valeur des ressources humaines. Dans l'ensemble, le DSRP met en relief l'importance d'un ciblage des programmes vers les populations les plus vulnérables.

22. En l'état actuel des choses, les objectifs de la stratégie agricole sont les suivants: obtenir une croissance du revenu réel des agriculteurs par le biais d'une meilleure productivité du secteur; offrir des perspectives de croissance du revenu réel d'activités para-agricoles pour les pauvres des campagnes; et améliorer la sécurité alimentaire de la population urbaine de l'Arménie, en particulier les couches les plus défavorisées. Pour atteindre ces objectifs, on s'efforcera de: renforcer l'efficacité des secteurs agricole et alimentaire à l'égard du marché intérieur; développer la substitution des importations dans les sous-secteurs où l'Arménie dispose d'un avantage comparatif et concurrentiel; développer les exportations dans les sous-secteurs où l'Arménie dispose d'un avantage comparatif et concurrentiel existant ou potentiel. La stratégie identifie les domaines d'action suivants: politiques économique et agricole; efficacité et rentabilité de la production agricole; utilisation des terres et

---

<sup>13</sup> Tiré de USAID, *Strategy for 2004-2008*, mai 2003 et *A strategy for Sustainable Agricultural Development*, op. cit.

gestion des ressources naturelles; services de soutien à l'agriculture pour les cultivateurs, y compris sous forme de financement rural; commercialisation et transformation des produits agricoles; sécurité alimentaire.

23. Compte tenu des structures actuelles du secteur agricole du pays et de l'objectif consistant à combattre la pauvreté dans les régions rurales, la stratégie agricole cible de façon concomitante les petites exploitations capables de produire en excédent et celles rivées à la production de subsistance. La stratégie accorde également une importance aux nouvelles technologies, notamment afin d'élargir l'éventail des variétés de semences fiables, tout en privilégiant l'irrigation et la commercialisation ainsi que le développement de l'agro-transformation et du secteur agroalimentaire, parallèlement à la fourniture de services financiers adéquats aux zones rurales. Tout en reconnaissant la nécessité d'établir, au niveau local, des organisations capables de sous-tendre une bonne part des initiatives qu'elle recommande, la stratégie invite à prendre des mesures afin de promouvoir les groupements d'exploitants agricoles ou d'autres formes d'entreprises en milieu rural. Parmi ces mesures, citons l'amélioration du cadre juridique dans lequel opèrent ces groupes, l'établissement d'un dialogue régulier avec eux à propos des politiques, l'examen du cadre d'incitation et des politiques fiscales qui leur sont applicables, et un appui vigoureux de la part de la communauté des donateurs en vue de promouvoir une action groupée dans le cadre des projets de développement agricole et rural.

24. Parallèlement à un affinement du DSRP et de la stratégie agricole par les différentes parties intéressées, le cadre stratégique en cours de constitution favorise de façon suffisante toute opération future que pourrait appuyer le Fonds.

### **III. LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA EN ARMÉNIE**

25. L'expérience acquise dans le cadre du PRI, du PSANO et du PSA indique que la mise en place et la fourniture d'éléments essentiels aux activités productives du secteur agricole ont rapidement contribué à réduire la pauvreté. Ce résultat s'explique en partie par la présence d'autres éléments déterminants déjà en place, notamment le niveau d'instruction élevé des bénéficiaires. Il convient encore, en vue d'obtenir une croissance durable, de fixer une stratégie à plus long terme visant à aller au-delà de l'effort actuel axé sur l'augmentation de la production – lequel conservera toutefois son importance – pour améliorer les approvisionnements en intrants, l'infrastructure essentielle et le financement. À l'avenir, les interventions devront prendre davantage en compte les caractéristiques de la demande, à savoir les contraintes au niveau de la commercialisation et de la transformation, parallèlement à un renforcement accru des cadres stratégique et institutionnel du pays.

26. La conception des projets évoqués plus haut a suivi une évolution logique, conforme tant aux besoins et aux exigences exprimés par les groupes cibles, qu'à la capacité de mise en oeuvre disponible à un moment donné. Le PRI s'est concentré exclusivement sur le développement de l'irrigation afin d'atténuer les contraintes immédiates pesant sur la sécurité alimentaire, tandis que le PSA cherche à résoudre de façon graduelle les problèmes liés aux services financiers et, dans une certaine mesure, aux liens avec les marchés. Ces trois projets (y compris le PSANO) sont restés axés sur un développement institutionnel favorisant la transition vers l'économie de marché, notamment en ce qui a trait aux bénéficiaires. Les programmes futurs devront tirer parti des résultats obtenus à ce jour en matière de développement institutionnel; renforcer encore et transférer les responsabilités en direction des institutions représentant les parties prenantes, afin de les accompagner sur la voie de l'autonomie durable; continuer de s'appuyer sur les projets et sur l'expérience de mise en oeuvre pour amorcer un dialogue de portée stratégique avec les institutions gouvernementales; enfin, s'efforcer d'atteindre les groupes cibles qui, tout en étant admissibles, n'ont encore bénéficié d'aucun soutien.

27. L'approche de mise en oeuvre adoptée pour le PSANO et le PSA, aux termes de laquelle une unité de coordination du projet (UCP) donne en sous-traitance l'application des activités du projet à des organismes publics ou privés ou à des ONG, s'est révélée efficace. Cette approche est également

source de continuité et d'efficacité, et cela malgré les fréquents réaménagements des ministères, départements et agences gouvernementaux survenant par suite de l'évolution politique, sociale et économique rapide de l'Arménie en tant que pays « en transition ». Il s'ensuit que la meilleure façon de tirer parti des programmes futurs consiste à adopter une approche associant le système de l'UCP au rôle des ministères et autres organismes gouvernementaux axé sur les politiques, la réglementation et la coordination.

28. Le Bureau de l'évaluation du FIDA a entrepris, en décembre 2001, une évaluation terminale (ETP) du PSANO. L'Arménie a été l'un des dix pays couverts par l'examen externe des résultats et de l'impact des opérations du FIDA (Examen externe) réalisé en juillet 2002.

29. L'ETP observe que "en règle générale, la production des ménages bénéficiaires sous forme de céréales et de pommes de terre a augmenté de plus de 66%". S'agissant du financement rural dans le cadre du PSANO, l'ETP conclut que la Banque coopérative agricole d'Arménie (BCAA) s'est dotée de capacités et de principes clairement énoncés en matière d'activités bancaires commerciales, en vue de l'octroi de prêts aux communautés rurales". Et, s'agissant du développement communautaire, l'ETP déclare que Shen, l'ONG arménienne chargée de la mise en oeuvre "a appliqué avec efficacité la composante de développement communautaire, en associant des démarches de sensibilisation de la communauté, de motivation et de fourniture de ressources afin de permettre aux communautés d'atteindre leurs objectifs. L'évaluation de terrain indique que ces activités ont généralement permis de venir en aide à un éventail représentatif de l'ensemble des communautés villageoises. Les projets prioritaires ont été appliqués dans des villages cibles."

30. S'agissant de l'impact du PRI et du PSANO, l'Examen externe fait les constatations suivantes:

- **Actifs matériels et financiers:** "les bénéficiaires ont pu augmenter leurs actifs grâce à l'intensification de la production et de l'octroi de prêts".
- **Évolution de l'accès aux ressources de base (terre/eau):** "la tendance, parmi les classes défavorisées, à renoncer aux terres provenant du processus de redistribution a été arrêtée, grâce à l'assistance apportée par le FIDA, qui rendait l'exploitation de ces terres plus viables. L'accès à l'eau d'irrigation a augmenté de façon spectaculaire et l'on a observé, sous l'effet de la composante de développement communautaire du PSANO, un meilleur accès à l'eau potable."
- **Potentiel humain – Capital social et autonomisation de la population:**
  - **Parité homme-femme:** "il y avait une absence notable de préoccupations à l'égard du statut de la femme, tant dans le PRI que dans le PSANO; cependant, les femmes ont bénéficié de l'infrastructure de développement communautaire dans le cadre du PSANO."
  - **Organisations de base:** "Le portefeuille a entraîné un développement majeur des institutions de la base, sous forme de CI ou de fédérations de coopératives d'irrigants (FCI) et d'associations villageoises, qui représentent la plate-forme de garantie collective en matière de prêts octroyés par la BCAA dans le cadre des composantes de crédit."
  - **Maîtrise de l'approvisionnement et de la commercialisation en matière d'intrants:** "Le portefeuille a permis d'obtenir une meilleure maîtrise de l'approvisionnement en intrants, dans la mesure où l'augmentation des revenus des bénéficiaires leur a permis d'accroître leurs achats d'intrants. La maîtrise des approvisionnements en intrants comporte une dimension importante, celle liée à la fourniture d'eau d'irrigation. Alors

que la commercialisation reste entre les mains des bénéficiaires, toutes les parties prenantes reconnaissent qu'elle est gravement entravée par l'effondrement du sous-secteur de l'agro-transformation, du conditionnement et de la distribution.

- **La sécurité alimentaire (production, revenus et consommation):** "Il est pratiquement hors de doute que le portefeuille a contribué de façon marquée à la sécurité alimentaire, aux ventes d'excédents et aux revenus correspondants."
- **Évolution/amélioration de la technologie:** "Certains agriculteurs bénéficiaires ont utilisé les prêts obtenus dans le cadre du PSANO pour acheter de nouveaux véhicules agricoles et outils en fonction de l'échelle de leur exploitation, suite à la privatisation et à la redistribution de terres."
- **L'environnement et la base de ressources communes:** "Le volume de l'eau admise dans les principaux systèmes (d'irrigation) est tombé de 2,5 milliards de m<sup>3</sup> en 1994 à 1,5 milliard de m<sup>3</sup> en 2000, et le volume d'eau prélevé dans le lac Sevan a chuté de 270 millions de m<sup>3</sup> à 170 millions de m<sup>3</sup> au cours de la même période"; en outre, "le renforcement et la meilleure organisation des FCI a réduit de façon marquée la déperdition d'eau au niveau de l'exploitation, grâce aux investissements de niveau tertiaire financés par le FIDA dans le cadre du projet."
- **Institutions, politiques et cadre réglementaire, et renforcement des capacités:** "à cet égard, le portefeuille du FIDA a obtenu un impact substantiel dans trois domaines principaux:
  - i) l'établissement de CI et de FCI à l'échelle nationale, avec une évolution correspondante des politiques et de la réglementation étatiques concernant les ressources en eau;
  - ii) l'établissement d'un centre d'assistance au CI au sein du Ministère de l'agriculture;
  - iii) l'augmentation de la capacité de la BCAA, de même que l'élargissement du champ d'application et l'amélioration de la réglementation en matière de fourniture de services financiers à une tranche importante de population rurale défavorisée, considérée jusque là comme "non traitable par les banques".

#### IV. CADRE STRATÉGIQUE POUR LE FIDA

##### A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés pour le pays

31. Au cours des trois dernières années, les initiatives du FIDA en Arménie ont été guidées par un COSOP établi en 2000, qui s'appuyait sur les motifs et les enseignements du PRI et du PSANO qui l'avaient précédé. Les éléments clés de la stratégie du FIDA ont été les suivants: réduction sur grande échelle de la pauvreté par le biais de la croissance agricole; priorité aux zones rurales les plus pauvres du pays; renforcement des institutions par l'implication des associations communautaires de base dans la mise en oeuvre et la gestion, et par l'accroissement de leurs responsabilités; activités de réduction de la pauvreté ciblant les groupes défavorisés n'ayant pas bénéficié de la croissance agricole. Cette démarche est sous-tendue par l'idée que la fourniture des éléments essentiels aux activités productives de l'agriculture, en augmentant la sécurité alimentaire et le revenu des ménages, représente une manière relativement rapide de remédier à la pauvreté aiguë sévissant en milieu rural par suite de l'effondrement économique de l'ex-Union soviétique.

32. Compte tenu des résultats de l'ETP du PSANO et de l'Examen externe, cette démarche, qui avait été élaborée dans le cadre de la stratégie générale du FIDA pour la période, semble avoir été plus

que justifiée. À ce jour, les orientations et les réalisations du portefeuille sont conformes au cadre stratégique du FIDA et à sa stratégie sous-régionale pour l'Europe centrale et orientale et les Nouveaux États indépendants, notamment en ce qui a trait aux aspects suivants:

- renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations (coopératives villageoises de crédit et CI, associations d'entretien de l'infrastructure sociale);
- accès plus équitable aux ressources naturelles et aux technologies productives, notamment l'eau d'irrigation;
- accès amélioré des catégories pauvres aux services financiers et, dans une certaine mesure, aux marchés (même s'il reste beaucoup à faire dans ce domaine).

33. Il ressort de cet examen que, durant les quatre ou cinq années qui ont suivi l'effondrement économique du pays, le secteur agricole a fourni une importante barrière protectrice aux catégories exposées à l'insécurité alimentaire et, en partie tout au moins, aux personnes qui avaient perdu leurs moyens de subsistance dans d'autres secteurs. Cependant, les limites absolues du cadre agroécologique de l'Arménie sont telles que le rôle de l'agriculture, en tant que moteur de la future croissance globale de l'économie, doit nécessairement demeurer limité. Au cours des dernières années, d'autres secteurs, en particulier les services, la construction et l'industrie, ont amorcé un redressement et l'on est fondé à prévoir que la main-d'oeuvre quittera l'agriculture et les zones rurales pour faire retour dans ces secteurs. Dans l'intervalle, du fait de la situation qui prévaut dans le pays, toute stratégie de développement doit viser principalement à recueillir les bénéfices d'une allocation efficiente des ressources découlant du passage à une économie de marché, sans mettre en danger les fonctions de "filet de sécurité" de tels avantages pour une population qui reste, pour l'essentiel, extrêmement pauvre. Dans la conjoncture actuelle, cela signifie augmenter la production et la productivité dans les secteurs où la rentabilité est la plus élevée, et encourager la diversification de l'économie rurale non agricole en s'appuyant sur les petites et moyennes entreprises afin de promouvoir une meilleure perception de valeur ajoutée par les pauvres des régions rurales, tout en garantissant une relative équité. Compte tenu de l'approche axée sur le marché actuellement adoptée par de nombreux agriculteurs, parallèlement à la revitalisation d'autres secteurs de l'économie, nous proposons de réorienter les priorités des efforts accomplis par le FIDA en Arménie, en vue de passer de la priorité actuelle, tournée vers la sécurité alimentaire, à une production agricole orientée vers le marché et à la préservation de la sécurité alimentaire.

34. En vertu de son mandat, les investissements du FIDA en Arménie continueront de cibler les ménages ruraux très pauvres et réduits à l'économie de subsistance, vivant principalement dans les régions montagneuses. Cependant, de tels investissements seront également tournés vers les familles agricoles pauvres qui réussissent à produire un certain excédent, au-delà de leur propre autoconsommation, générant de ce fait un revenu supplémentaire provenant des ventes. Un soutien sera apporté aux petits et moyens prestataires ruraux de services tels que les marchands et commerçants, les transformateurs et les fournisseurs d'intrants. Il y a lieu d'inclure les marchands et les transformateurs non pas tant du fait de leur pauvreté, que de leur capacité à fournir, en amont comme en aval, des liens avec les cultivateurs de subsistance comme avec les exploitants tournés vers le marché – améliorant ainsi leurs perspectives d'emploi et de gains.

35. S'agissant des familles contraintes de maintenir un mode de production voué à la subsistance, il conviendra de garder la formule, fournie dans le cadre du PSA, d'une combinaison d'apports d'infrastructure productive et sociale parallèlement à des prêts modestes tournés vers la production agricole. Quant aux petits exploitants agricoles tournés vers le marché, notamment ceux qui pourraient s'intégrer à ce segment, de même que pour les fournisseurs ruraux de services, c'est l'AVIFP qui sera retenue. Rappelons que le principe de base de l'approche AVIFP consiste à opérer une analyse approfondie de produits agricoles spécifiques, à passer en revue l'ensemble de la chaîne allant du marché au producteur, et à tenter ensuite de renforcer les maillons les plus faibles de cette chaîne. Selon le produit agricole concerné, la chaîne pourra présenter des faiblesses au niveau des

organisations d'agriculteurs, des modes de financement et de la disponibilité de technologies appropriées **au niveau du producteur primaire**; s'agissant de la transformation, les interventions pourront porter sur le financement, la technologie et les **aptitudes à la planification** de l'entreprise; enfin, elles intéresseront les régimes fiscaux inappropriés, les règlements régissant les exportations, le contrôle de la qualité ou le manque d'informations **au niveau du commerce de gros ou de détail**. L'application de la démarche AVIFP est à présent possible en Arménie, grâce à l'amélioration de la capacité d'application.

### **B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre de projets**

36. Le PSA en cours doit arriver à expiration à la fin de mars 2006<sup>14</sup>. À supposer que le volume de soutien du FIDA à l'Arménie soit maintenu constant, il est probable qu'un seul nouveau projet sera financé au cours de la période couverte par le présent COSOP. Les perspectives de mise en oeuvre de projet appellent, quant à elles, un certain nombre de considérations. En premier lieu, il est nécessaire de consolider, tout en en tirant parti, les investissements déjà effectués par le FIDA en Arménie, plus particulièrement dans le domaine du soutien institutionnel visant à renforcer la gestion participative de l'irrigation et les services financiers ruraux. En dépit des progrès marqués accomplis jusqu'ici, il demeure nécessaire de maintenir un soutien suffisant pour renforcer le concept de gestion participative de l'irrigation afin de permettre aux CI d'acquérir une viabilité technique et financière dans l'ensemble du pays. Un complément d'assistance sera nécessaire pour parachever et appliquer le cadre juridique et institutionnel d'ores et déjà approuvé et établi par le gouvernement. S'agissant des services financiers ruraux, il s'agira d'en élargir le champ d'action, de diversifier les prestataires de services ainsi que les produits. Un tel soutien pourra nécessiter la création d'un mécanisme de refinancement, dont on pourrait confier l'évaluation à plusieurs fournisseurs sur base compétitive. Au niveau de la production, les domaines nécessitant une attention particulière sont notamment les programmes de prêts et d'assurance des récoltes<sup>15</sup>, ainsi que les mécanismes de leasing d'outillage. En deuxième lieu, étant donné qu'il n'est pas possible d'obtenir un développement efficace et efficient du secteur privé, notamment en vue de la réduction de la pauvreté, sans s'appuyer sur un cadre institutionnel adéquat, il faudra appuyer le Ministère de l'agriculture dans les phases finales d'élaboration de la stratégie agricole nationale et de mise sur pied d'une unité compétente chargée de l'établissement des politiques, de la réglementation et de la coordination. On obtiendra ainsi la cohérence voulue entre la formulation de politiques tournées vers le développement agricole et rural visant à réduire la pauvreté, et le contrôle de la qualité des intrants et des extrants. Troisièmement, les interventions du FIDA continueront de donner la priorité aux catégories les plus défavorisées, notamment la partie montagnaise du pays où la pauvreté rurale sévit avec persistance. Quatrièmement et enfin, il conviendra, lors de toute opération appuyée par le Fonds, de remédier à la capacité limitée dont disposent les projets actuels en matière d'identification et de traitement des problèmes liés à la parité homme-femme.

37. Compte tenu de ce qui précède, ainsi que du créneau stratégique esquissé pour le Fonds et des limites de l'enveloppe de ressources, il ne semble pas souhaitable de proposer un scénario classique à trois options pour les futurs investissements du FIDA en Arménie. En revanche, la prochaine intervention devrait fournir une réponse souple à l'évolution rapide du secteur agricole. Outre le regroupement des interventions existantes et le soutien à la formulation des politiques, la définition d'autres points d'accès éventuels pour de futurs investissements sur la base de l'approche AVIFP pourrait porter à opter pour le développement de la vulgarisation et de l'interconnexion des marchés. Les liens entre les sources de demandes émanant du secteur privé et les producteurs, par exemple les contrats portant sur les cultures, devront être renforcés, et l'on pourrait envisager d'intégrer à de tels

<sup>14</sup> Selon le taux actuel de mise en oeuvre, il est probable que le cycle s'achèvera d'ici octobre-décembre 2004.

<sup>15</sup> Le portefeuille actuel a réussi à atteindre environ 20 000 ménages agricoles pauvres avec un crédit à la production qui, bien que substantiel, laisse de côté une importante population de bénéficiaires potentiels, étant donné que l'on a dénombré près de 335 000 petites exploitations agricoles. Les services financiers sont fournis par le biais de la BCAA, qui maintient un taux de recouvrement de plus de 98%.



contrats les conseils techniques et les intrants matériels. Comme nous l'avons noté, la promotion des produits horticoles représentera un créneau particulier pour toute intervention future, étant donné que ces produits sont adaptés à la quasi-totalité des agroécologies présentes en Arménie et qu'il existe pour eux un certain nombre de marchés intérieurs et étrangers extrêmement prometteurs. De telles initiatives pourraient générer des revenus sans pour autant mettre en péril la sécurité alimentaire, question toujours d'actualité en Arménie. L'on tiendra également compte de la nécessité d'un appui au développement d'un choix d'infrastructures dans les localités les plus pauvres, y compris les routes de desserte pour l'interconnexion des marchés.

38. Si, dans le cadre du concept AVIFP, la lenteur du processus de création d'associations de cultivateurs devait apparaître comme un goulot d'étranglement, un soutien pourra être apporté à l'accélération de ce processus, étant donné le rôle clé joué par ces associations dans l'élimination des obstacles aux économies d'échelle pour le secteur des petits exploitants, outre qu'elles fournissent une base à la fourniture et à la commercialisation d'intrants, parallèlement au renforcement de la représentation et de l'influence des bénéficiaires en matière de stratégies et de renforcement du cadre juridique. Si nécessaire, une assistance pourrait être dispensée en vue de rationaliser la structure institutionnelle, en la transformant en union nationale des exploitants agricoles, conformément au contexte d'une économie libérale de marché.

39. S'agissant de l'organisation et de la gestion d'un futur investissement, il est proposé de maintenir le mécanisme de l'UCP/organisme d'application, compte tenu de son succès démontré lors d'interventions précédentes financées par le FIDA. L'unité proposée devrait comporter un volet important, à savoir une petite équipe chargée d'établir des liens techniques et de commercialisation entre les organisations bénéficiaires et les autres acteurs du secteur privé. On pourrait, à titre de mesure intermédiaire, établir une petite unité de soutien analogue au Centre d'assistance des coopératives d'irrigants (CAWUO), créé suite au lancement du PRI et du PSANO<sup>16</sup>.

### C. Possibilités d'élargissement et de partenariat avec les ONG et le secteur privé

40. Les volets de la prochaine intervention du FIDA concernant le financement rural et le leasing d'outillage pourraient être mis en oeuvre par le biais du maintien et de l'élargissement de la coopération avec la BCAA. Comme nous l'avons vu précédemment, l'appui d'ores et déjà fourni à la BCAA dans le cadre du portefeuille actuel a donné des résultats plus que satisfaisants. S'agissant du financement en milieu rural en vue de la production, les modalités nouvelles à explorer avec la BCAA pourraient porter sur la mobilisation de l'épargne, l'emploi des envois de fonds, l'assurance-récolte et les liens entre la BCAA et les institutions existantes en matière de financement, en vue d'étendre leur champ d'action. En avril 2003, une nouvelle société par actions, **ACBA Leasing**, a été constituée, avec la Société financière internationale parmi ses quatre principaux actionnaires. Le FIDA devrait saisir l'occasion offerte par la formulation de la nouvelle intervention pour explorer les perspectives d'utilisation de ces mécanismes de leasing dans l'intérêt des groupes cibles susmentionnés.

41. S'agissant des mécanismes novateurs visant à étendre le champ d'action du financement en secteur rural en vue de vaincre la pauvreté, on pourra mettre à profit les possibilités qui s'offrent en matière de liens avec les fournisseurs de services au niveau de la PME et de la microentreprise. À ce titre, une fondation locale, Aniv, bénéficie déjà d'un soutien du FIDA dans le cadre du PSA pour le développement de petites entreprises rurales débouchant sur l'élargissement des perspectives d'emploi pour les pauvres des campagnes. Il serait souhaitable, en principe, de maintenir ce genre de soutien dans le cadre de l'initiative proposée, sous réserve que la fondation Aniv mette en oeuvre une planification stratégique à long terme obtenant l'agrément du FIDA.

<sup>16</sup> Le système CAWUO continue de renforcer le développement des organisations bénéficiaires liées à l'irrigation jusqu'au moment où elles possèdent une capacité suffisante de gestion et de durabilité financière pour atteindre une pleine autonomie.

42. Enfin, des liens seraient établis avec le Comité des ressources domaniales en eau à propos de l'irrigation, de la politique des ressources en eau et des CI.

#### **D. Perspectives de corrélations stratégiques avec d'autres donateurs bilatéraux et multilatéraux**

43. Il existe d'importantes perspectives de coopération et de coordination au niveau stratégique avec USAID et avec le Ministère de l'agriculture des États-Unis (USDA) dans les domaines du financement rural, de l'industrie agroalimentaire et de la commercialisation. Rappelons que USAID a été étroitement impliqué dans le développement du sous-secteur du microfinancement, jouant un rôle pionnier dans la création d'un réseau national de microfinancement ainsi que dans la promotion des PME du secteur rural. Soulignons que le premier objectif stratégique de la stratégie de USAID concernant l'Arménie pour la période 2002-2008 consiste à promouvoir l'emploi dans un secteur privé concurrentiel, par le biais du soutien aux microentreprises ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises, et par l'amélioration du contexte transactionnel. Quant au Ministère de l'agriculture des États-Unis, il collabore depuis longtemps à des programmes de commercialisation des produits agricoles, de financement rural, de vulgarisation et de renforcement des capacités des associations de cultivateurs. On pourra également envisager de constituer des fonds alimentés par les donateurs et mis à la disposition des fournisseurs de services financiers sur une base concurrentielle, peut-être sous l'égide du Ministère des finances et de l'économie.

44. Une coordination est également prévue avec la Banque mondiale en ce qui concerne l'irrigation, l'agroindustrie et le cadre réglementaire du secteur agricole, en s'appuyant sur l'expérience acquise. Une complémentarité devrait s'établir entre la nouvelle initiative proposée par le FIDA et les activités du PRI, en ce qui concerne la relation entre le développement agricole et les systèmes de prestation sur grande et sur petite échelle, la politique des ressources en eau, les CI et les dispositions fiscales. Dans le même ordre d'idées, la nouvelle initiative proposée devrait renforcer le faisceau d'intérêts communs avec les volets liés à l'agrotransformation – et au secteur alimentaire en général – du projet de soutien à la réforme du secteur agricole actuellement parrainé par la Banque mondiale<sup>17</sup>.

45. L'intervention proposée devra prévoir un volet de coordination et de coopération avec le PNUD<sup>18</sup> en ce qui a trait au renforcement de la capacité du Ministère de l'agriculture en matière de formulation de politiques, de réglementation et de coordination.

#### **E. Domaines se prêtant au dialogue stratégique**

46. Le dialogue au niveau stratégique que le FIDA souhaite établir en Arménie devrait avoir pour principal objectif d'obtenir une mise en valeur efficace des perspectives de croissance et de développement favorables aux pauvres des régions rurales. Afin d'atteindre cet objectif, le Fonds maintiendra son approche opérationnelle consistant à donner l'exemple grâce aux projets bénéficiant de son appui, comme il l'a fait au cours des neuf dernières années.

47. Il découle clairement de l'analyse qui précède que toute nouvelle réduction substantielle de la pauvreté par le biais de la croissance agricole nécessitera que l'on accorde l'attention nécessaire à la mise en oeuvre d'un cadre stratégique et juridique approprié. Un tel cadre devra être renforcé par

---

<sup>17</sup> La Banque mondiale signale qu'elle n'a pas de nouveaux projets en préparation concernant le secteur agricole, dans l'attente du parachèvement de la stratégie agricole nationale par les autorités gouvernementales. Il est prévu que le Fonds maintiendra le dialogue avec la Banque durant la phase d'élaboration de l'initiative proposée par le FIDA, et explorera les options entre cette initiative et toute intervention ultérieure émanant de la Banque au cours de la période 2003-2008.

<sup>18</sup> La formulation d'un nouveau bilan commun du pays et d'un nouveau plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement est en cours. On prévoit en outre des consultations supplémentaires entre le PNUD et le chargé de portefeuille du FIDA pour l'Arménie, en vue de cerner de nouveaux champs d'action se prêtant à une complémentarité et à un partenariat dans le cadre de cette formulation.

l'introduction d'une réglementation homogène, transparente, responsable et moins complexe régissant l'approvisionnement en intrants, notamment l'eau d'irrigation, les termes de l'échange pour les produits agricoles aux niveaux national et international, une politique de subsides, de taxation et d'établissement des prix orientée vers la croissance du secteur agricole, et enfin la création et la gouvernance d'associations de cultivateurs.

48. Il faudra également, entre autres domaines importants d'intervention stratégique, incorporer la lutte contre la fragmentation par le renforcement institutionnel, la création de services de diffusion d'intrants techniques et d'information, le financement du secteur rural, la commercialisation et l'atténuation des risques d'origine météorologique.

49. S'agissant de l'emploi et de la création de revenus para-agricoles en milieu rural, il faudra envisager des politiques portant sur la réorientation et la formation de la main-d'œuvre, les liens entre les producteurs primaires et les transformateurs, le financement du secteur rural, la commercialisation et l'aide à l'établissement de PME rurales. La plupart de ces questions stratégiques devraient être traitées dans le cadre de la stratégie agricole nationale. Parallèlement à d'autres donateurs, le FIDA maintiendra un dialogue étroit avec les autorités gouvernementales pour le parachèvement du document de stratégie.

#### **F. Mesures visant l'amélioration de la gestion du portefeuille**

50. Grâce à la supervision directe assurée par le FIDA, l'exécution du portefeuille donne entière satisfaction. Cependant, il conviendra de maintenir un suivi serré, compte tenu de l'évolution institutionnelle rapide qui continue de caractériser la phase de transition en Arménie. Les résultats d'application des projets témoignent de l'engagement vigoureux du gouvernement en matière de réduction de la pauvreté, tout en illustrant le coefficient relativement élevé de frais par habitant pour le pays.

#### **G. Cadre indicatif de financement et programme de travail glissant**

51. Sous réserve de l'approbation d'un mémorandum d'admission, il est proposé de formuler un projet prévoyant des services agricoles en coordination avec l'interconnexion des marchés, appuyé par un prêt d'environ 12 à 15 millions de USD, pour présentation au Conseil d'administration en décembre 2004 ou avril 2005. Suite à l'approbation du projet, aucune nouvelle initiative sous forme de projet n'est prévue pour la période couverte par le COSOP 2003-2008. En revanche, le FIDA continuera de suivre de près l'application du projet et l'évaluation de son impact.

52. L'Arménie continuera de bénéficier d'un don d'assistance technique (DAT) du FIDA pour des activités de recherche-action portant sur la gestion participative de l'irrigation. En outre, il est recommandé d'allouer à un prestataire de services bien établi un don dans le cadre du Programme de coopération élargie FIDA/ONG afin de financer une initiative pilote pour la fourniture de services financiers en secteur rural et l'amélioration de l'accès aux marchés. Il est également prévu que l'Arménie bénéficiera d'un DAT régional visant à développer les méthodologies de coordination entre la recherche et la vulgarisation dans les économies en transition. Enfin, il est prévu que le DAT destiné à promouvoir l'équité hommes-femmes en Europe centrale et orientale et dans ces Nouveaux États Indépendants (CEI), récemment approuvé et en cours d'application, débouchera sur des approches permettant de mieux traiter cette question.

53. Les principales observations et recommandations du COSOP ont été entérinées par le gouvernement et par les autres parties intéressées. Comme indiqué plus haut, une fois le COSOP approuvé, le projet de services agricoles en corrélation avec le secteur de la commercialisation sera conçu et mis sur pied en 2004.



APPENDIX I

COUNTRY DATA  
ARMENIA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2001 1/</b>	28	<b>GNI per capita (USD) 2001 1/</b>	570
<b>Total population (million) 2001 1/</b>	3.81	<b>GDP per capita growth (annual %) 2000 1/</b>	9.4
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2001 1/</b>	135	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/</b>	3.1
<b>Local currency</b>	Armenian Dram (AMD)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	AMD 586
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	-1	GDP (USD million) 2001 1/	2 118
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	11	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	n.a.
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	7	1991-2001	1.6
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	31	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2000 1/	74	% agriculture	28
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	34
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	22
Total labour force (million) 2001 1/	1.93	% services	38
Female labour force as % of total 2001 1/	49	Consumption 2001 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	11
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	78 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	91
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	2	Gross domestic savings (as % of GDP)	-2
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 371	Merchandise exports 2001 1/	340
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 1/	13 a/	Merchandise imports 2001 1/	870
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 1/	3 a/	Balance of merchandise trade	-530
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	8 a/	before official transfers 2001 1/	-402
Physicians (per thousand people) 2001 1/	n/a	after official transfers 2001 1/	-201
Population using improved water sources (%) 2000 4/	n/a	Foreign direct investment, net 2001 1/	221 a/
Population with access to essential drugs (%) 1999 4/	0-49	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 4/	n/a	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	n/a
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2000 1/	25	Total external debt (USD million) 2000 1/	1 001
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	141	Present value of debt (as % of GNI) 2000 1/	30
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	71	Total debt service (% of exports of goods and services) 2000 1/	8
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	1 859	Lending interest rate (%) 2001 1/	27
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2001 1/	15
Arable land as % of land area 2000 1/	18		
Forest area as % of total land area 2000 1/	12		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	51		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2002

## LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p><b>Goal:</b> Improve living conditions of the poor rural population, most notably in the mountainous areas of Armenia</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rate of outmigration decreased</li> <li>• Number of very poor rural households decreased</li> <li>• Reduction in rural unemployment rate</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline and repeater surveys</li> <li>• Evaluation studies</li> <li>• National poverty profile studies</li> <li>• National and <i>marz</i> statistical reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Political stability and Government commitment to pro-poor macroeconomic and marketing support in the rural economy</li> <li>• Adoption of PRSP and ASP strategies by Government and donors</li> </ul>
<p><b>Objective</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Incomes increased and food security improved for the targeted poor households through provision of basic services, application of the VICSA approach and support for strengthening the legal and institutional framework for agricultural production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Financial parameters: increase in income, numbers/types loans, repayment rates</li> <li>• Technical changes: increase in production and productivity, volume and proportion marketed, number of market outlets</li> <li>• Numbers of organizations and membership (disaggregated by gender and socio-economic status women), legal status, financial status</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline survey, annual updates</li> <li>• Evaluation studies</li> <li>• Participatory impact assessments</li> <li>• National and <i>marz</i> statistical reports</li> <li>• Ministry of Agriculture reports.</li> <li>• Bank reports</li> <li>• PCU and beneficiary records</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No abrupt changes in the macroeconomic policy environment.</li> <li>• Establishment of appropriate policy, legal, regulatory and institutional environments</li> <li>• Increased income used to reduce effects of poverty at the household level.</li> <li>• Output prices remain sufficiently attractive</li> </ul>
<p><b>Outputs</b></p>			
<p>1. Quality, locally produced seed made available to farmers</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Locally produced certified seed as percentage of total seed purchases</li> </ul>	<p>Producer records Beneficiary monitoring PCU reports</p>	<p>No abnormal meteorological occurrences. Government commitment to facilitating production environment</p>
<p>2. Small-scale schemes constructed or rehabilitated to modern and efficient standards and managed and maintained by WUAs or Village Councils.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Percentage of operation and maintenance costs met by WUAs or village councils</li> <li>• Payment of water delivery charges</li> <li>• Amount, proportion of requirement, and timeliness of water delivery to plots</li> <li>• Crop yields/ha improved</li> <li>• Water conservation/efficiency</li> </ul>	<p>WUCC records FWUCC records Beneficiary monitoring PCU reports</p>	<p>Availability of appropriate technology Reorganization of OME completed. No government interference in the collection or use of water charges. Legal status of WUCCs/FWUCCs clarified.</p>

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<b>Outputs</b>			
3. Use of appropriate machinery under leasing arrangements leading to increased production/productivity	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Crop yields improved</li> <li>• Soil conservation</li> <li>• Volume, type, costs of leasing</li> </ul>	Lessor and lessee records Beneficiary monitoring PCU reports	Capacity and willingness of ACBA leasing to provide appropriate affordable equipment Emergence of alternative, competitive lessors
4. Producer credit made available to farmers, entrepreneurs through ACBA village associations, Aniv Foundation, and other service providers in all <i>marzes</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number and value of loans made, disaggregated by gender</li> <li>• Arrears remain under 5%</li> </ul>	ACBA, service provider records PCU reports	Linkage with Armenian Microfinance Network Connection of finance provision and marketing
5. Social infrastructure, including feeder roads in poor villages, upgraded and maintained by the communities.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Types, costs of upgrade and maintenance record</li> </ul>	Service provider records Beneficiary monitoring	
6. Linkage of beneficiaries to sources of technical and marketing information	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contracts between beneficiary producers and purchasers/information service providers</li> </ul>	Purchaser/information service provider records Beneficiary monitoring PCU (extension/marketing sub-unit) records	Sufficient domestic/export demand Supportive business environment for purchasing individuals/companies
7. Effective agricultural policy formulation, regulation and coordination of support in Ministry of Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Staffing, roles and responsibilities</li> <li>• Policy statements</li> <li>• Regulations and their enforcement</li> <li>• Partnerships</li> </ul>	Ministry Unit records Development agency records PCU records Beneficiary monitoring, especially quality of inputs and terms of leasing and marketing contracts	Government commitment
8. Project interventions effectively managed by PCU.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Activities completed compared to annual programme of work and budget (APW&amp;B)</li> <li>• Disbursement rate in line with appraisal targets</li> <li>• Timely progress reporting</li> </ul>	Beneficiary interviews Contracts APW&B, progress reports, IFAD	Government does not micro-manage PCU activities.

**STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS**

<b>Strengths</b>	<b>Weaknesses</b>	<b>Opportunities</b>	<b>Threats</b>
<p><b>Overall</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Well-educated agricultural and rural labour force</li> <li>Extensive experience in, and advantageous agro-ecology for, horticulture</li> <li>Deteriorated but compared to many countries still viable basic agricultural and rural infrastructure and communication</li> </ul> <p><b>NGOs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Wide range of experienced national and international NGOs</li> <li>High level of competence among most NGO staff</li> <li>Often good NGO connections/experience with practical field conditions</li> </ul>	<p><b>Overall</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Underdeveloped legal, regulatory and policy framework for effective transition to a profitable market economy</li> <li>Fragmentation of the agricultural base through the land reform/privatization process into many sub-economic holdings</li> <li>High inequality of distribution of benefits from the emerging economic recovery</li> <li>Lack of commercially viable technical, financial, managerial and informational support services appropriate to sustainable market-oriented rural/agricultural sector growth, evidenced particularly subsistence orientation, lack of working capital and low productivity</li> <li>Absence of an rural MSME sector</li> </ul> <p><b>NGOs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Indifferent cooperation among NGOs</li> <li>Limited coverage of any given NGO in terms of activities and physical location</li> <li>Legal issues over financing and operation of NGOs that do not register locally</li> </ul>	<p><b>Overall</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Economic rationalization of landholdings through diversification of the rural economy</li> <li>Modernization of competitive, good-quality seed and seedling supply</li> <li>Irrigation (especially small-scale)</li> <li>Off-farm SME development, especially agro-processing and services</li> <li>Information and education/training networks in support of agricultural and rural development, reflected in development of producer/purchaser links in support of agricultural/rural sector growth</li> <li>Development of internal and external markets for primary and secondary agricultural products</li> <li>Improved banking and financial systems with respect to market-oriented agricultural and rural development</li> </ul> <p><b>NGOs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Further development of linkages with operations supported by NGOs</li> </ul>	<p><b>Overall</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Risks of inadequate regulation discouraging private investment</li> <li>Loss of qualified people through emigration</li> <li>Limited agricultural resource base subject to often extreme and variable weather conditions</li> </ul> <p><b>NGOs</b></p> <p>NGOs supported by other external partners may not be perceived by Government as eligible for loan resources</p>



Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
<p><b>Ministry of Food and Agriculture</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Some knowledge about the rural situation and the technical potential of different agricultural zones</li> </ul> <p><b>Extension</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Emerging trends of producer-processor linkages for extension activities</li> </ul>	<p><b>Ministry of Food and Agriculture</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Subject to frequent reorganization, reflecting political manoeuvring</li> <li>Internally incoherent with many technical departments, which are underfunded, inadequately staffed and ill-equipped, e.g. very limited communications, information technology capability</li> <li>Separated in responsibility from key agricultural functions, e.g. irrigation</li> <li>Rural development does not have a lead ministry</li> <li>Dependent upon supplementary donor-funded assistance to maintain even a minimum capacity for policy, regulation and coordination of agricultural development</li> </ul> <p><b>Extension</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Institutionally complicated, technically weak and under-resourced extension capability</li> <li>Lack of knowledge about local agro-ecologies</li> <li>Patchy farmer technical knowledge</li> </ul>	<p><b>Ministry of Food and Agriculture</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Stripping out of ineffective technical departments and strengthening of policy, regulatory and coordination capability, i.e. relinquishing implementing functions and reorientation to advisory and supervisory/monitoring role</li> </ul> <p><b>Extension</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Packaging of technical support to farmers with private sector processing/marketing buyers</li> </ul>	<p><b>Ministry of Food and Agriculture</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>The next greater leap forward in agricultural productivity may be hampered by the absence of MOA and the enforcement of an appropriate legal and institutional framework</li> </ul> <p><b>Extension</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Absence of a clear strategic framework for extension services</li> </ul>

Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
<p><b>Rural Finance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Well-established track record by ACBA for agricultural production credit through IFAD financing</li> </ul> <p><b>Farmer Organizations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Successful experience of establishing farmer organisations under IFAD-financed projects in Armenia</li> </ul>	<p><b>Rural Finance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Commercial banking sector small (capitalized at about USD380 million dollars in total)</li> <li>Commercial banks reluctant to lend to agricultural/rural enterprises</li> <li>Problems with policy and legal environment for non-banking financial institutions, e.g. Government apparently seeking to levy value-added tax on their operations</li> <li>Fragmentation of microfinance initiatives</li> </ul> <p><b>Farmers Organizations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Underdeveloped: limited geographic coverage and functional scope; unfamiliarity of farmers and office-bearers with their efficient and effective operation; problems of financial sustainability; and fragmentation in the approach to their development</li> </ul>	<p><b>Rural Finance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Build upon longstanding partnerships with existing organizations</li> <li>Some reputable microfinance NGOs</li> <li>Establish donor-assisted loan fund open to competitive bidding by commercial financial institutions for onlending</li> <li>Possible partnership with USAID in development of an Armenian Microfinance Network</li> </ul> <p><b>Farmers Organizations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Promotion of a policy and legal environment for the coherent development of effective/efficient farmers' organizations</li> <li>Establishment of technical/organizational support</li> <li>Encouragement of financial sustainability</li> <li>Promote movement to a national farmers' union appropriate to operation in a market economy</li> </ul>	<p><b>Farmer Organizations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Political interference in the organizational process</li> </ul>

### IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME

1. As documented throughout the text of the main report the thrusts of the COSOP are inline with IFAD's Strategic Framework objectives of enhancing the capacity of the poor and their organizations (WUAs, village credit associations, infrastructure maintenance groups) increasing the access of the poor to productive natural resources and technology (irrigation water and improved on-farm water management, processor-extension linkages), and improving the access of the poor to financial services and markets (VICSA concept). It is also in line with IFAD's regional strategy for CEE/NIS as it calls for supporting activities that are firmly associated with the five main thrusts of the regional strategy, namely, institutional development to empower the rural poor; enhancing farm productivity; increasing opportunities for income-diversification; enhancing market linkages; and improving natural resource management.
  
2. In line with the Fund's mandate, the COSOP proposes to target communities situated in the most disadvantaged, mountainous parts of the country with the highest concentration of the rural poor. The document acknowledges that gender-related issues and the empowerment of women need further and more focused attention in future interventions. By emphasizing a long-term and consistent approach and using projects as examples and entry points, the COSOP advocates policy dialogue with relevant stakeholders concerning the development of a legal and institutional framework for the sub-sectors where the Fund is investing.
  
3. Finally the COSOP pays tribute to an efficient implementation record in terms of a suggested resource allocation and further emphasis of management for impact.

**ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED**

<b>Donor/agency</b>	<b>Nature of project/programme</b>	<b>Project/programme coverage</b>	<b>Status</b>	<b>Complementarity/synergy potential</b>
USAID	Armenia's Strategy for 2002-2008 states as its first strategic objective 'Increased Employment in a Competitive Private Sector.' This is to be achieved through a programme of support during the period to micro, small and medium-sized enterprises and to an 'improved business environment'.	National	Ongoing	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Development of the microfinance sub-sector and leading moves to create a national microfinance network.</li> <li>• Donor-assisted national fund for agricultural production credit.</li> <li>• Programme of support during the period to micro, small and medium-sized enterprises and to an 'improved business environment'.</li> <li>• Policy and regulatory environment for rural finance and agri-business.</li> </ul>
USDA	Longstanding and continuing programmes for - agricultural marketing - rural finance and - capacity-building of extension and farmers' associations.	TAP, MAP, IPM National	Ongoing	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Research support (grants, TA) to agricultural marketing.</li> <li>• Capacity-building (grants, TA) of extension.</li> <li>• Policy and regulatory environment for agri-business, including Marketing.</li> </ul>
World Bank	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rehabilitation of critical irrigation structures, water management organizations</li> <li>• Food processing, improved producer prices for export products</li> </ul>	Irrigation Development Project (IDP) - national Agricultural Reform Support Project (ARSP)	2001-2007  Ongoing	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Irrigation, water management and water policy.</li> <li>• Agribusiness development (Agribusiness Development Centres and investment in agro-processing).</li> <li>• Regulatory framework for agriculture.</li> </ul>
UNDP/FAO	Strengthening capacity of Ministry of Agriculture	'Support to Strengthening Coordination Capacities of the Ministry of Agriculture, ARM/02/010.'	Ongoing	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Improving the Ministry of Agriculture's capability with respect to policy, regulatory functions and coordination, necessary for medium-long-term coherence, confidence and partnership in agricultural and rural development.</li> </ul>
ACBA and ACBA Leasing	Rural financial services, village credit associations and machinery leasing	National	Ongoing	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Building on past association with ACBA to extend poverty outreach of production credit, savings mobilization, use of remittances, crop insurance and related village credit associations, and to develop new leasing arrangements for appropriate agricultural machinery for horticulture.</li> </ul>
ANIV Foundation	Agro-processing	Five <i>marzes</i>	2001-2005	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Viable and financially sound small enterprises providing new rural employment opportunities in poorer villages.</li> </ul>
Armenian Social Investment Fund	Community infrastructure	National	2001-2005	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rehabilitation/installation of social infrastructure in the poorest communities, community management organizations.</li> </ul>

